

---

---

# MÉMORIAL

DES

## SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

---

---

Trente et unième séance – Samedi 12 décembre 2015, à 10 h 5

**Présidence de M. Carlos Medeiros, président**

La séance est ouverte à 10 h 5 dans la salle du Grand Conseil.

Fait excuser son absence: *M. Souheil Sayegh*.

Assistent à la séance: *M<sup>me</sup> Esther Alder*, maire, *M. Guillaume Barazzone*, vice-président, *M. Rémy Pagani*, *M<sup>me</sup> Sandrine Salerno* et *M. Sami Kanaan*, conseillers administratifs.

### CONVOCATION

Par lettre du 1<sup>er</sup> décembre 2015, le Conseil municipal est convoqué en séances extraordinaires dans la salle du Grand Conseil pour samedi 12 décembre à 8 h, 10 h, 13 h 30, 16 h 15 et 20 h, lundi 14 décembre à 17 h et 20 h 30 et mardi 15 décembre 2015 à 0 h, 2 h, 4 h, 6 h et 8 h.

**1. Communications du Conseil administratif.**

Néant.

**2. Communications du bureau du Conseil municipal.**

Néant.

**3. Rapports oraux de majorité et de minorités de la commission des finances chargée d'examiner le projet de budget de la Ville de Genève pour l'exercice 2016 (bis) (PR-1158 A/B/C)<sup>1</sup>.**

**Le président.** Mesdames et Messieurs, veuillez regagner vos places. Nous allons recommencer. J'ouvre le premier débat et j'invite les groupes à présenter la position de leurs partis sur ce projet de budget. Je donne la parole à un membre par parti. Je donne la parole à M. Lionel Ricou. (*Exclamations et applaudissements.*)

*Premier débat*

**M. Lionel Ricou** (DC). Merci, Monsieur le président, de m'accorder la parole. Avant de délivrer la position du Parti démocrate-chrétien, j'aimerais dénoncer vivement l'obscénité des propos de M. Mireval à l'encontre du Parti démocrate-chrétien (*Exclamations et applaudissements.*) J'aimerais dénoncer l'inconsistance et la gratuité de ses propos, alors même qu'il n'avait pas entendu la prise de parole du Parti démocrate-chrétien.

*Des voix.* Bravo!

*M. Lionel Ricou.* Si les socialistes sont les plus virulents, c'est vraisemblablement que, après vingt ans de domination sur ce parlement, avec leurs deux petits wagonnets d'Ensemble à gauche et des Verts, ils la voient remise en question.

---

<sup>1</sup> Rapports oraux, 3107.

C'est vraisemblablement ce changement de rapport de force qui a fait produire une telle réaction au Parti socialiste. Pour notre part, nous suivrons notre ligne et nous assumerons notre rôle au sein de ce parlement.

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux, nous sommes réunis ce matin pour discuter du projet de budget 2016 de la Ville de Genève. Pour qu'elle puisse déployer ses prestations de manière optimale et poursuivre son travail, le Parti démocrate-chrétien estime qu'il est important de la doter d'un budget. Nous ne sommes donc pas favorables à une situation qui conduirait à l'adoption de douzièmes provisionnels pour 2016. Cependant, si les inflexions que nous voulons donner à ce budget ne sont pas prises en compte, nous n'hésiterons pas à le refuser.

Le débat sur ce premier budget de la législature a été mal emmanché. En septembre 2015, nous avons pris connaissance d'un projet de budget très insatisfaisant. Nous avons alors préféré le renvoyer au Conseil administratif, qui a les ressources techniques et matérielles nécessaires pour apporter les inflexions attendues. L'exécutif est revenu près de trois mois plus tard, à la mi-novembre, nous présenter une nouvelle mouture, dans laquelle nous saluons la création de onze postes de pompiers pour renforcer la sécurité de nos concitoyens. Nous avons renvoyé ce projet de budget en commission à la fin de novembre et, moins de trois semaines après, nous devons nous prononcer. Nous déplorons vivement de ne pas avoir eu davantage de temps pour l'examiner dans le détail. Il n'a, hélas, fait l'objet que d'un examen sommaire par la commission des finances et n'a pas pu être traité, comme il aurait convenu, par les commissions spécialisées. La magistrate en charge des finances, comme par hasard une socialiste, assume une lourde responsabilité dans le choix de ce calendrier.

Le projet de budget 2016 qui nous est proposé demeure insatisfaisant. Nous dépensons comme nous avons toujours dépensé, sans tenir compte des risques qui vont se réaliser avec une quasi-certitude d'ici à la fin de la législature. Nous ne prenons en particulier pas en considération la mise en œuvre de la troisième révision de la fiscalité des entreprises, qui pourrait avoir un impact pour notre collectivité à hauteur de plus de 60 millions de francs. Plus de 60 millions... En réalité, selon les chiffrages du département de la socialiste, Sandrine Salerno, cet impact s'évaluerait à 63 millions. C'est le département des finances et du logement qui nous a transmis cette information dans un communiqué du 1<sup>er</sup> avril 2015. On peut s'aveugler et ne pas tenir compte des informations de ce département. Du côté du Parti démocrate-chrétien, nous tenons compte de l'information qui provient du département de M<sup>me</sup> Salerno.

En outre, ce budget tient compte uniquement des besoins exprimés, sans se soucier des recettes destinées à couvrir les prestations visant à répondre à ces besoins. Parallèlement, notre ville s'endette davantage, puisque, par rapport à 2012, la dette

va augmenter de 200 millions de francs, pour atteindre le montant astronomique de 1,6 milliard. Compte tenu de ces éléments, le Parti démocrate-chrétien est convaincu que notre collectivité doit faire des efforts pour limiter la croissance de ses prestations. Ces efforts doivent être répartis sur l'ensemble des postes de notre budget: le secteur subventionné, les biens et marchandises, et le personnel. Ils ne doivent pas porter sur une catégorie plutôt qu'une autre, mais il est juste que chacun se serre un peu la ceinture – très faiblement, très légèrement – pour assurer à notre collectivité des finances plus saines.

Concernant les biens et marchandises ainsi que les subventions, nous soustiendrons une diminution linéaire respectivement de 2,5% et 2%. En raison de la situation financière de notre Ville, une réduction de 2% des subventions est raisonnable et acceptable. Elle ne met pas en péril le fonctionnement d'une association subventionnée. Pour prendre un exemple, les associations sociales reçoivent chacune, en moyenne, une subvention d'environ 100 000 francs; 2% correspondent à 2000 francs. Nous estimons que cet effort peut être intégré, sans porter préjudice à la bonne réalisation de leur mission.

Concernant le personnel, nous considérons qu'une révision de son règlement doit primer avant d'éventuels ajustements budgétaires et que celle-ci doit se réaliser dans le courant de cette législature. Pour le Parti démocrate-chrétien, il est également important d'interroger les prestations sous l'angle de leur qualité et de leur efficacité. (*Brouhaha.*) A ce titre, nous avons été effarés... effarés d'apprendre il y a dix jours, par le biais d'une évaluation externe, obtenue suite à la menace d'une coupe budgétaire – rappelons-le –, que les prestations des Unités d'action communautaire (UAC) ne répondaient pas aux attentes, qu'elles étaient inefficaces et sans pilotage – la magistrate nous l'a rappelé et nous l'a signalé au cours de son audition à la commission des finances.

Cette situation est triplement désolante. Elle est désolante parce qu'on dépense mal l'argent des contribuables; elle est désolante pour le moral des travailleurs, des animateurs sociaux des UAC, dont le cœur même du travail est remis en question; elle est désolante, enfin, pour nos concitoyens parce que ces prestations ne répondent pas à leurs besoins. Nous avons en revanche apprécié l'état d'esprit de la magistrate en charge de la cohésion sociale, qui a validé le verdict et qui nous propose de fixer de nouvelles priorités. Cet audit nous convainc de la nécessité de poursuivre les évaluations des services et prestations de la Ville de Genève. Nous regrettons cependant l'attitude de l'exécutif, qui refuse de proposer de lui-même ces évaluations, qui sont évidemment nécessaires.

On ne peut pas continuer à créer de nouvelles prestations, en effet, sans évaluer la pertinence de celles qui sont déjà en place. Nous demandons donc que l'on évalue les douze fonds généraux pour la culture, d'un montant total de 7 millions de francs. On distribue ces fonds selon la demande, sans priorité ni objectif défini,

en fait sans politique culturelle claire pour notre ville, alors que le budget total de la culture s'élève à plus de 250 millions de francs.

La Ville de Genève est très généreuse en la matière par rapport aux autres villes. Elle investit environ 1300 francs par habitant pour la culture, ce qui est le double de ce qui prévaut dans les autres villes suisses. Le Parti démocrate-chrétien est l'un des rares partis de ce parlement qui aient accepté ces dernières années tous les crédits pour les infrastructures culturelles. Nous avons accepté tous les crédits proposés par le socialiste Sami Kanaan et son prédécesseur Vert Patrice Mugny, tels que ceux portant sur le Musée d'ethnographie de Genève (MEG), la rénovation du Grand Théâtre, la rénovation et l'agrandissement du Musée d'art et d'histoire (MAH), le Carré-Vert, la Nouvelle Comédie ou l'Alhambra.

Nous sommes, au Parti démocrate-chrétien, de fervents soutiens de la culture à Genève... (*Rires et exclamations.*) De toutes les formes de culture... Mais nous sommes des soutiens critiques. Nous exigeons que ce secteur soit mieux géré et qu'il ne crée pas de précarité. Nous avons donc le devoir de nous interroger sur les prestations culturelles de notre ville. A ce stade, nous déplorons l'attitude négative du Conseil administratif, dans sa majorité, qui refuse d'entreprendre sérieusement ce type de démarche, hormis sous la contrainte d'une menace de coupe financière. Nous déplorons cette mauvaise volonté, mais nous en prenons acte et espérons que l'exécutif comprendra notre message.

Nous constatons également qu'il y a encore beaucoup d'efforts à fournir pour améliorer la situation des familles dans notre pays. Le faible taux de natalité en Suisse montre bien que nous ne faisons pas assez pour ces dernières. Il est inacceptable que la venue d'un enfant soit source d'appauvrissement. La Ville de Genève ne peut assumer l'entier de la politique familiale, mais elle peut jouer sa partition dans son domaine de compétence, celui de la petite enfance.

Nous plaçons pour une augmentation de la subvention aux institutions de la petite enfance correspondant à une réduction de 20% du prix de pension en crèche à la charge des parents. Cela concerne les familles qui ont un ou plusieurs enfants dans les institutions de la petite enfance, quel que soit leur revenu, puisqu'elles sont toutes amenées à payer un prix de pension, que ce soit des familles qui ont de faibles revenus ou celles qui ont un revenu plus élevé. Nous voulons nous battre et demander cette diminution pour l'ensemble des familles concernées, afin qu'elles voient leur facture diminuer de 20% à la fin du mois. Nous voulons par ce biais augmenter le pouvoir d'achat des jeunes familles et compenser les pertes qu'elles subissent en raison de certains postes élevés, comme le loyer ou les primes d'assurance maladie.

Le Parti démocrate-chrétien a un projet de société clair pour notre collectivité. (*Brouhaha.*) Il consiste, d'une part, à soutenir les familles – toutes les familles, quelle que soit leur configuration –, d'autre part, à léguer à nos héritiers une ville

aux finances saines, qui propose des prestations de qualité. La commission des finances a retravaillé le projet de budget présenté par le Conseil administratif. Si notre Conseil confirme les inflexions portées à ce budget par cette commission, le Parti démocrate-chrétien le votera. (*Applaudissements.*)

**Le président.** Calmez votre joie... Merci.

**M<sup>me</sup> Sandrine Salerno, conseillère administrative.** Mesdames et Messieurs, le Conseil administratif intervient comme auteur de la proposition. Il interviendra en ricochet de la conclusion de M. Ricou sur le budget de manière générale. Qu'est-ce qu'un budget? Un budget, c'est une vision, un projet de société. Un budget, c'est répondre aux attentes de la population, aux besoins exprimés par les concitoyennes et concitoyens. Un budget, c'est une analyse attentive des besoins des uns et des autres. Or, que demande la population? La population, qu'elle soit de gauche ou de droite, demande plus de prestations publiques, plus de soutien au sport, plus d'installations sportives, plus de structures culturelles, une attention renforcée à la sécurité, des places de crèche, des nouvelles écoles.

La Ville de Genève, au cœur d'une agglomération très dense qui se développe, est une collectivité publique qui doit, qui devra fournir à l'avenir plus de prestations à une population en augmentation. La population demande aussi à celles et ceux qu'elle élit qu'ils résolvent les préoccupations qui sont les siennes et les problèmes qui se posent. De manière générale, la population demande à celles et ceux qui sont élus d'instaurer un climat social favorable. C'est ce dessein-là que ce Conseil administratif met en œuvre année après année avec son administration.

Le projet de budget que nous vous avons présenté est à l'équilibre parfait, j'ai envie de dire. Si vous le comparez au budget 2015, ses charges n'augmentent que de 0,26%. Ce projet de budget dégage non seulement un bon excédent du compte de financement; il présente également des charges constantes, qui sont maîtrisées, tout en maintenant les prestations chères à la population – en redotant même certaines politiques publiques.

Vous le savez, dans ce projet de budget défendu par le Conseil administratif, vous avez 305 nouvelles places de crèche. Vous avez un effort renforcé pour la rénovation du patrimoine, l'entretien des routes. Vous avez onze postes supplémentaires en faveur du Service d'incendie et de secours (SIS). Vous avez un fonds de 1,5 million pour les entreprises qui engagent des apprentis. Vous avez en somme non seulement la garantie des prestations qui sont données à la population – qu'elle demande, d'ailleurs, et que vous avez acceptées à une écrasante majorité, que vous soyez de droite ou de gauche –, vous avez en plus la poursuite de

politiques publiques qui sont demandées, au-delà de tous les clivages politiques, par celles et ceux qui nous ont élus.

Or, en commission des finances, et de manière générale, vous mettez en opposition les prestations que nous devons fournir à nos concitoyennes et concitoyens avec la responsabilité financière qui est la nôtre lorsque nous sommes à la tête de la Ville de Genève. Le Conseil administratif est parfois étonné, pour ne pas dire choqué, par les propos qu'il entend en séance plénière ou en commission des finances sur les états financiers de la Ville de Genève.

On peut avoir des projets politiques, des visions de société qui divergent fondamentalement. Nous avons toutes et tous été élus dans des partis différents. Que nous soyons au Conseil administratif ou au Conseil municipal, nous avons bien évidemment des prismes, des visions qui divergent. Mais une chose est sûre: les chiffres, les documents que vous recevez, les évaluations qui sont faites année après année sur la santé financière de la Ville de Genève, sur ses états financiers, ces chiffres-là, cette réalité-là, vous ne pouvez pas, vous ne devriez pas la travestir.

Vous ne devriez pas dire aux habitantes et aux habitants de Genève que les finances vont mal, que la dette n'est pas supportable, que nous sommes dans une situation qui est financièrement dangereuse et que c'est la raison pour laquelle nous devons couper des prestations. Cela ne correspond absolument pas... mais absolument pas à la réalité financière dans laquelle vous évoluez. (*Applaudissements des bancs de gauche.*)

A droite comme à gauche, on aime citer l'adage «gouverner, c'est prévoir». Vous avez raison: gouverner, c'est prévoir, et le Conseil administratif a fait sien cet adage depuis le début. Le Conseil administratif gouverne et prévoit. Il y a quelques mois, sous l'impulsion notamment des partis de droite, vous avez remis en question la santé financière, les états financiers de la Ville de Genève au motif que les études réalisées annuellement par l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP) donneraient un mauvais classement à la Ville de Genève. Je vous avais dit à l'époque que je reviendrais à la fin de l'automne avec le document comparatif 2014 sur la santé financière de la Ville de Genève et qu'on verrait bien si c'est la réalité, si les chiffres vous donnent raison ou s'ils vous donnent tort. Et je vous avais prédit, mais la prédiction était facile, que vous auriez tort. Alors je vous enverrai, Mesdames et Messieurs les 80 conseillères et conseillers municipaux, le document de l'IDHEAP pour l'année 2014. Je vous prie de le lire. Je vous prie de faire attention à ce qui a été écrit par cette étude, qui n'est pas mandatée par la Ville de Genève, qui existe depuis de nombreuses années et qui compare les principales collectivités publiques de Suisse.

Je me permettrai toutefois de vous lire le résumé pour l'année 2014, s'agissant de la Ville de Genève, car je pense que, au-delà du débat politique, au-delà des visions, vous devez vous approprier les chiffres et ne pas faire peur aux gens

en vous basant sur des chiffres que vous fantasmez. Le résumé dit ceci: pour l'année 2014, la Ville de Genève tend vers une note de 6, soit la note maximale pour presque tous les indicateurs. Globalement, la situation financière est donc très favorable. Elle est même sensiblement plus favorable que celle des autres villes concernées. La seule irrégularité notable provient de la prévision fiscale, qui pourrait être meilleure. Cette irrégularité est plus marquée que pour les autres villes considérées, et vous savez que la Ville de Genève, à l'instar de nombreuses autres communes genevoises, se base sur les prévisions de l'administration cantonale. Je ne suis pas en train de la blâmer, car le différentiel est somme toute ridiculement bas. Pour la Ville de Genève, il en découle que la performance en matière de qualité de la gestion financière est presque aussi éclatante que celle en matière de santé financière.

J'en viens à la performance en matière d'endettement et d'investissement. Vous disiez, Monsieur Ricou, que la dette était astronomique. Cette performance est également presque aussi étincelante que la performance d'exploitation. Mesdames et Messieurs, ça c'est la réalité financière, les états financiers de la Ville de Genève, à la tête de laquelle vous avez été élus. Ni plus ni moins.

Le Conseil administratif, fort du travail qu'il fait au quotidien avec ses services, ses collaborateurs et collaboratrices, vous a proposé un projet de budget qui maintient un excédent du compte de financement et qui s'inscrit de manière très rigoureuse dans une gestion saine et équilibrée des finances publiques.

C'est la raison pour laquelle le Conseil administratif est surpris et qu'il ne peut soutenir les arbitrages qui ressortent de la commission des finances. Aujourd'hui, mathématiquement, vous n'avez pas besoin d'augmenter le compte de financement. Vous pouvez bien sûr le faire pour des raisons politiques, je ne suis pas en train de contester ce volet-là. Mais la santé financière, les états financiers de la Ville de Genève ne vous obligent à aucun moment à procéder à des coupes.

Vous ne procédez pas à des coupes parce que la dette est astronomique. Vous ne procédez pas à des coupes parce que la Ville de Genève est mal gérée. Vous ne procédez pas à des coupes parce que les charges ne sont pas maintenues. Vous procédez à des coupes parce que vous souhaitez politiquement opérer des coupes. *(Applaudissements sur les bancs de la gauche.)*

Le Conseil administratif ne soutient pas cette option, d'abord parce qu'elle n'est financièrement pas raisonnable, ensuite parce que – je vous l'ai dit –, qu'elle soit de gauche ou de droite, la population veut plus de prestations. Ces prestations ont un coût et, nous avons à ce stade largement les moyens de les financer.

Comme il l'a dit depuis le début de la législature, le Conseil administratif a pris acte du rapport inversé entre une majorité de gauche à l'exécutif et une majorité de droite au sein du délibératif. Le Conseil administratif est prêt à travailler

avec le Conseil municipal, dans sa majorité. Il l'a d'ailleurs montré en commission des finances. Nous avons été disponibles. Nous avons répondu dans les temps. Nous avons fait le travail que la commission des finances attendait du Conseil administratif. Le Conseil administratif, durant cette législature, entend travailler de manière sereine avec celles et ceux qui ont réellement l'intention de travailler.

Le Conseil administratif ne travaillera cependant pas sous la pression. Il ne travaillera pas sous la menace des coupes. Il ne travaillera pas parce qu'on lui brandit la menace des audits. Si le Conseil administratif pense que les audits sont nécessaires, il en fera. S'il estime que c'est de l'argent dépensé inutilement, qui devrait plutôt aller à de la prestation publique, il ne procédera pas à des audits. Le Conseil administratif ne sera pas la marionnette du Conseil municipal. De la même façon, le Conseil administratif n'entend pas instrumentaliser le Conseil municipal. Le Conseil administratif travaillera, comme il l'a toujours fait, en tenant compte de la réalité, en s'appuyant sur ses services, ses collaborateurs et collaboratrices, les 4000 personnes qui font travailler la Ville de Genève, qui délivrent la prestation publique, et que nous remercions aujourd'hui. Il le fera sereinement, car c'est pour cela qu'il a été élu. Les Genevoises et les Genevois nous ont élus pour instaurer un climat social favorable, pas pour déclencher une guérilla et une guerre de tranchées dans laquelle les uns et les autres perdront ce qu'ils défendent de manière fondamentale.

**M. Adrien Genecand (LR).** Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, il est intéressant, en effet, de parler de la question des prestations. Et ce qui est particulièrement remarquable, Madame Salerno, c'est de penser que tout citoyen à Genève, qu'il soit de gauche ou de droite, n'attend qu'une chose, de la prestation. S'il est normal de l'oublier quand on est socialiste parce qu'on pense que l'Etat doit gérer à peu près tous les aspects de la vie privée, il est quand même un peu curieux de vous entendre prétendre que le peuple de droite attend de la prestation.

Quand on compare ne serait-ce que Zurich et Genève, Canton et communes, que l'on voit que Zurich dépense la moitié de ce que dépense Genève pour son Etat et que le seul canton qui se rapproche péniblement de nous est Bâle-Ville, sans sa campagne, eh bien, Madame Salerno – vous transmettez, Monsieur le président –, je suis un peu surpris que vous puissiez parler au nom du peuple de droite, expliquer ce que le peuple de droite attend et prétendre en plus qu'il attend de la prestation municipale. Je pense que c'est un tout petit peu présomptueux de votre part sachant qu'on est quand même le canton et la ville où l'habitant, qu'il soit justement citoyen de la Ville de Genève et donc, à ce titre, soumis à tous les impôts, paie la charge fiscale la plus lourde du pays. Pour quelle qualité de vie supplémentaire par rapport à Zurich? Je me réjouis d'en débattre. Je crois que c'était très important de commencer par là, vous avez bien fait de le faire.

Pour le reste, vous pouvez parler de Standard & Poor's et des agences de notation. Je vous rappelle que Standard & Poor's vient de recevoir une amende de 1,37 milliard de francs pour de fausses estimations dans le cadre des *subprimes*. (*Rires et marques de protestation.*) Je crois que c'est le rapporteur de minorité socialiste qui l'a dit, en nous demandant si nous avions lu le rapport. Vous transmettez, Monsieur le président, qu'il y a une différence entre lire et comprendre et que je suis persuadé qu'un jour il comprendra... (*Exclamations.*)

On peut toujours discuter très longuement de la notation financière. La notation financière est la photo d'un état de situation X à une date T. Cela ne veut pas dire que la situation ne peut pas évoluer dans l'avenir. Vous pouvez être très bien noté, puis très mal noté. L'objectif de la décision politique est justement de prendre des décisions en amont. Je crois que c'est ce qui a guidé la majorité de la commission des finances. Je vous le rappelle quand même, on dépensera plus l'année prochaine que ce que l'on a dépensé cette année et l'année précédente. Ce n'est pas raisonnable de parler d'austérité parce qu'au petit loto du parfait socialiste ça fait bien à la télé, alors qu'on va dépenser plus d'argent que cette année. Ce n'est simplement pas raisonnable, Mesdames et Messieurs.

S'agissant de la dictature des banques, Madame Figurek – vous transmettez, Monsieur le président –, la meilleure façon de s'extraire de la dictature de la finance et des méchants banquiers est de ne pas avoir de dette... si jamais.

*Des voix.* Bravo! (*Applaudissements.*)

*M. Adrien Genecand.* Et, de nouveau, il y a une grande différence entre lire et comprendre. A ce titre, je ne comprends toujours pas qu'on puisse penser, lorsqu'on voit une dette d'un montant X, qu'on ne peut pas la rembourser. Salutations d'ailleurs à la personne qui s'occupe en Ville de Genève de chercher des emprunts sur les marchés de capitaux. Alors elle a fait de bons choix tactiques, on a du taux variable et on n'a pas eu de taux fixe. L'intérêt de notre dette a donc baissé. Mais il n'a pas baissé que pour ça, Mesdames et Messieurs! Il a baissé parce que la Banque Nationale Suisse (BNS) a baissé les taux d'intérêt.

Or, à ce que je sache, ce Conseil et cette Ville de Genève ne sont pas encore en charge de la politique monétaire de ce pays! C'est la politique monétaire de ce pays qui fait que les intérêts de la dette sont bas. Cela n'a rien à voir, dans l'absolu, avec les décisions qui ont été prises en Ville de Genève. Cela a à voir avec la politique monétaire de ce pays et avec la santé financière de la Suisse et des autres cantons. La Suisse gère soigneusement ses finances publiques parce qu'elle a un frein à l'endettement au niveau fédéral, parce qu'elle a généralement un frein à l'endettement dans les plus grands cantons. C'est grâce à cela que

sa note absolue est basse, que sa note absolue est excellente. Du coup, le franc suisse est une monnaie refuge. A cause du franc fort et parce que le franc suisse est une monnaie refuge, on est obligé de baisser les taux d'intérêt pour le rendre moins attractif, et c'est grâce à cela que l'intérêt de la dette est plus bas. Cela n'a rien à voir avec les décisions qui sont prises en Ville de Genève.

*Des voix. Bravo! (Applaudissements.)*

*M. Adrien Genecand.* Pour le reste, on va essayer de ne pas trop allonger sur les coupes auxquelles nous voudrions procéder par endroits parce que je pense qu'on y reviendra dans la suite du débat. Je vous redis cependant la chose suivante: la Ville de Genève dépensera l'an prochain plus qu'elle n'a dépensé cette année. Elle dépensera plus que ce qu'elle a dépensé en 2014. Pour le reste de la population suisse, il y a déflation. L'indice des prix à la consommation a baissé en 2014 et en 2015. Il est parfaitement normal que la Ville de Genève dépense un peu moins que ce qu'elle a dépensé ou que ce qu'elle prévoyait de dépenser. C'est comme un manque à gagner. Ce n'est pas de l'austérité, ce n'est pas de la coupe. C'est une diminution de l'augmentation; cela n'a rien à voir avec de l'austérité. *(Rires.)* Cela n'a rien à voir avec l'austérité. Le reste de la population vit avec une déflation. La Ville de Genève reste l'émanation des citoyens, non pas d'une entité supérieure qui peut gouverner à la place du citoyen. Il n'y a pas de raison que la Ville de Genève ne se conforme pas à ce que vit la population dans la situation économique actuelle. *(Huées à la tribune.)*

**Le président.** Mesdames et Messieurs, c'est assez pénible de voir que vous ne respectiez pas les interventions des uns et des autres, surtout à la tribune. Je le répète, Mesdames et Messieurs, vous ne pouvez pas vous manifester. C'est comme ça, ce n'est pas moi qui le dis, c'est le règlement. Nous saluons tout de même la députée au Grand Conseil Caroline Marti et notre ancien collègue M. Pascal Rubeli, ancien président du Conseil municipal. *(Applaudissements.)* Je passe la parole à M. Daniel Sormanni.

*(La présidence est momentanément assurée par M. Rémy Burri, vice-président.)*

**M. Daniel Sormanni** (MCG). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, si on a ce débat assez particulier sur le budget aujourd'hui, je considère – et je ne suis pas le seul – que c'est parce qu'un certain travail n'a pas été fait

par le Conseil administratif. Nous avons choisi de ne pas entrer en matière sur le projet de budget présenté à la fin d'août parce que le Conseil administratif n'a pas tenu compte des messages que, je crois, nous lui avons envoyés. Le débat ne s'est même pas engagé, d'ailleurs. Il s'est engagé en dehors, mais pas dans la salle. Et le Conseil administratif n'a rien écouté du tout. Il est revenu trois mois plus tard avec le même budget. C'est strictement le même à deux exceptions près.

Il y a d'abord les pompiers. L'amélioration de la sécurité a été introduite, mais uniquement parce que ce Conseil municipal a voté en urgence afin que 25 postes de pompiers soient rajoutés au budget 2015. Il a bien fallu que le Conseil administratif en tienne compte, c'est pourquoi il est revenu avec un plan pour engager onze pompiers en 2016, onze en 2017 et trois en 2018, afin d'améliorer la sécurité incendie de notre canton, puisque, je vous le rappelle, les pompiers de la Ville interviennent dans tout le canton, même en France parfois, en France voisine.

La deuxième modification est aussi assez amusante d'une certaine façon. Il s'agit d'une nouvelle recette sortie du chapeau au niveau du Grand Conseil, parce qu'un projet de loi vise à ponctionner le bénéfice prévisionnel, sur cinq ans, des Services industriels de Genève et à en distribuer la moitié aux actionnaires à raison de 55% pour l'Etat, 30% pour la Ville de Genève et 15% pour les autres communes. Ce bénéfice a été estimé à 60 millions de francs par année. Cela donne évidemment 7,5 millions de recettes supplémentaires à la Ville de Genève. Voilà pourquoi le budget est équilibré avec un boni de 8 millions et quelques! Sans cette recette, il serait à peine équilibré, puisqu'il n'y a pas de véritable excédent. Sans parler de la recette extraordinaire qui tombera en 2016 dans le cadre de la péréquation intercommunale. Un contribuable a payé 450 millions de francs d'impôts. Une grande partie est allée dans les caisses de l'Etat, une autre à la commune d'Anières. Par conséquent, la péréquation financière a été favorable à la Ville de Genève, avec un montant de 7,7 millions. Mais ce ne sera qu'une fois en 2016! A moins qu'un nouveau contribuable paie 450 millions de francs d'impôts l'année prochaine, ce dont je doute fortement.

Alors Mesdames et Messieurs, on peut s'amuser et gloser longtemps. Faut-il vraiment toucher à ce projet de budget? Ou pas? Eh bien, on a des recettes aléatoires et, quoi qu'on puisse en dire, des charges qui ne baissent pas, qui continuent d'augmenter. Heureusement, elles augmentent moins fortement que précédemment. Cela étant, si on fait une simple petite comparaison avec les années précédentes – c'est toujours utile de le voir –, le poste «biens, services et marchandises» représentait un peu plus de 175 millions de francs en 2007. Aujourd'hui, on est à plus de 200 millions. Alors on peut continuer comme ça, pour des prestations à peu près équivalentes... Cela a d'ailleurs été dit tout à l'heure par mon préopinant, M. Genecand, il y a plutôt une déflation à Genève depuis deux ans. Elle est d'au moins 2%. Il n'y a pas d'augmentation des frais, il n'y a pas d'inflation.

Et c'est la même chose pour les autres postes. Les charges de personnel ont également continué d'augmenter. Alors c'est logique, il y a les mécanismes salariaux. En ce qui nous concerne, au Mouvement citoyens genevois, nous y sommes favorables. Nous ne voulons pas cette suppression des annuités 2016 des employés de la Ville, nous l'avons refusée en commission. Quant aux subventions, elles augmentent toujours régulièrement. Bien sûr, dans un monde idéal, avec des recettes en constante augmentation, cela pourrait tout à fait être supporté. Mais on en est loin! On sait bien aujourd'hui que ce n'est plus le cas. On voit d'ailleurs que les recettes sont à peu près identiques à celles de 2007, à peu de chose près.

Il y a une stagnation économique, il y a des nuages à l'horizon. On est bel et bien obligé d'en tenir compte, puisque la réforme de la fiscalité des entreprises nous pend au nez, demain ou après-demain, mais c'est très vite là. Peut-être que cela ne vous fait pas plaisir! Malheureusement, on y est contraint par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), par l'Europe, que vous chérissez, d'ailleurs. Vous voulez plus d'Europe... Eh bien, ils nous contraignent à faire cette révision qui va faire baisser les rentrées fiscales des entreprises. Il faudra bien l'absorber. Malheureusement! Mais ce sera comme ça, on n'aura pas le choix, et cette échéance se rapproche rapidement.

En outre, l'Etat veut désormais une taxation sur le lieu de domicile uniquement, et non plus une répartition du produit de l'impôt entre la partie où la personne habite et celle où elle travaille. En Ville de Genève il y a énormément d'emplois. Ce sera une perte pour la Ville de Genève, si la taxation n'intervient que sur le lieu de domicile. Ce sera une perte très importante. Et il y a toute la discussion sur la taxe professionnelle, que d'aucuns veulent supprimer au Grand Conseil. Cette suppression, ce n'est pas rien. Cela représente 120 millions de francs de recettes. 120 millions de recettes, Mesdames et Messieurs! Disons qu'il manque 120 millions de francs au budget 2017. Vous m'expliquerez comment on fait...

Alors qu'on veuille tout ça ou non, qu'on soit pour ou contre, si ces réformes se mettent en route, et elles se mettent malheureusement en route, eh bien, il faudra bien les absorber. C'est la raison pour laquelle, parce qu'il faut prendre quelques précautions, on se dit qu'il vaut mieux prévoir, ralentir la machine et essayer de cette manière-là, avec une méthode douce, d'absorber ces nuages qui arrivent.

Mesdames et Messieurs, le Mouvement citoyens genevois est rentré dans ce Conseil municipal en 2011. Dès la rentrée, dès le moment où le projet de budget 2012 nous a été présenté, nous avons demandé au Conseil administratif d'être attentif à cette problématique et d'arrêter de faire chaque année une augmentation du personnel, des charges, des subventions et d'avoir des investissements très élevés. Je vous le rappelle, je ne sais plus si c'était en 2012 ou en 2011, on a eu près de 154 millions de francs d'investissements en une année, alors que le budget se montait à 100 millions.

Tout cela a des conséquences. Malheureusement, nous n'avions pas été entendus. Nous n'avions pas la majorité. Nous n'avons évidemment pas été entendus. Et on a continué chaque année à augmenter ces budgets. Eh bien, ce n'est pas la bonne méthode! La bonne méthode est de ralentir doucement. Peut-être que ça éviterait des coupes... Il ne faut simplement plus continuer chaque année d'augmenter le personnel, les subventions, les charges générales, ces fameux postes 31 «biens, services et marchandises». Eh bien, cela n'a pas été fait. Donc, à un moment donné, il faut mettre un frein, il faut un peu ralentir cette machine.

Et puis alors, c'est assez comique, voyez-vous, Madame la magistrate, tout à l'heure, vous avez parlé de ces fameuses recettes. Vous avez dit que les impôts continueraient d'augmenter, que vous aviez pris les estimations cantonales... D'accord, c'est bien. On sait que cela reste des estimations. On est dans un budget. Cela reste tout à fait aléatoire. Cette redevance, comme je l'ai dit tout à l'heure, est également aléatoire.

Il y a d'ailleurs une chose assez amusante, Madame la magistrate. On a eu un immense débat lors de la législature précédente sur la question de savoir s'il fallait vendre ou pas Naxoo, cet opérateur du télé-réseau. Aujourd'hui, Naxoo rapporte 1 million de francs à votre budget. 1 million... Je pense que vous êtes contente d'avoir 1 million de plus! Mais vous vous empressiez de le dépenser... Et je vous rappelle que j'étais également contre la vente de Naxoo. (*Commentaire.*)

*Des voix.* Monsieur le président...

*M. Daniel Sormanni.* Comme je le disais, je crois qu'il faut parfois faire preuve d'un peu de raison. Quand on voit qu'entre 2007 et 2016 les subventions sont passées de 210 à 254 millions de francs et les groupes 31 de 175 à 202 millions, on se dit qu'on ne peut pas continuer cette course perpétuellement effrénée parce qu'on ne pourra plus financer ces postes.

On a parlé de la dette. On a dit que l'agence de notation nous notait très bien. Bon... Nous en prenons acte. Soit dit en passant, il me semble que la commission des finances a eu à traiter une proposition du Conseil administratif ou peut-être même une motion du Parti socialiste – ça a peut-être même été voté, je ne me le rappelle plus – pour dire qu'il ne fallait absolument plus que la Ville de Genève dépense de l'argent pour être notée par ces horribles agences de notation libérales. C'est marrant, il faudra que vous vous mettiez d'accord... Vous transmettez, Monsieur le vice-président, à M. Carasso qu'il dise à sa magistrate qu'il faut qu'elle arrête de dépenser de l'argent pour être noté par Standard & Poor's. Parce qu'il faudrait savoir! Vous êtes pour ou vous êtes contre Standard & Poor's? D'une certaine façon, là aussi il n'y a pas de logique.

Alors oui, voyez-vous, en 2007, la dette de la Ville de Genève se montait à 1840 millions de francs. Et elle a baissé, c'est vrai. Mais elle a baissé jusqu'en 2010. Ensuite, elle a été stabilisée une année et, depuis, elle remonte. Quoi que vous puissiez dire, elle remonte inexorablement et elle atteindra 1600 millions à la fin de 2016 avec ce projet de budget.

Cela étant, les années 2007 à 2011 ont été des années fastes pour la Ville de Genève, avec des budgets, des recettes en augmentation et des bénéfices importants qui ont permis de réduire la dette. Bravo! Très bien de l'avoir fait. Simple-ment, aujourd'hui, vous êtes dans un autre *trend*. Les budgets sont plus serrés... L'autofinancement ne peut pas être à 100% chaque année, je vous l'accorde. Il n'est intégral que sur une longue période. Mais on n'en est plus là aujourd'hui, puisqu'on réaugmente régulièrement la dette avec des montants qui sont quand même relativement importants.

Or, un des avantages de la Suisse – ça a été dit – est d'être restée en général dans un *trend* d'endettement de l'Etat, de la Confédération, des cantons, des communes qui est raisonnable, qui est assumable. Nous ne voulons pas être un pays comme la France, dont la dette avoisine les 200% du produit intérieur brut (PIB). L'Italie, c'est pire; le Japon encore plus; les Etats-Unis, on n'en parle même plus tellement c'est abyssal, cela ne devient absolument plus maîtrisable.

Eh bien, la Suisse doit sa prospérité au fait qu'elle est raisonnable. Oui, il doit y avoir une part d'endettement, car on investit pour l'avenir. On fait une école, on ne la fait pas pour le jour même, on la fait pour trente ans. Mais il faut que cela reste dans un cadre raisonnable. Voyez-vous, Mesdames et Messieurs, j'ai été très choqué par l'article de la *Tribune de Genève*, je m'adresse à M<sup>me</sup> Salerno, Monsieur le vice-président. Le Conseil administratif n'a pas fait son travail. Il devait revenir avec un projet de budget véritablement modifié; il est revenu avec le même.

On ne peut pas nier ces défis, et je crois que la majorité d'aujourd'hui n'a tordu aucun chiffre. Les chiffres que nous avons sont ceux que vous nous donnez. Par conséquent, la commission des finances a fait son boulot. Pourquoi dites-vous que nous n'avons pas posé de questions? C'est faux! Toutes les questions qui étaient sur le tapis, qui étaient sur le bout des lèvres ont été posées. Je crois que même vos menaces de référendum ne nous font pas peur. Faites-le! Faites-les, puisqu'il vous faudra en faire plusieurs si vous voulez le faire!

Et puis alors, il est choquant de penser que certains parmi nous ne sont pas loyaux envers la Ville de Genève et ses habitants. Madame la magistrate, il est inadmissible de tenir de pareils propos. C'est un véritable scandale. Oui, il y a quelques personnes, dont moi, qui ont un double mandat et qui siègent aussi au Grand Conseil. Mais je ne vois pas en quoi nous ne serions pas loyaux envers la Ville de Genève! Bien au contraire... Vous ne savez pas ce que nous faisons vérita-

blement. Vous ne savez pas de quoi vous parlez et si oui ou non nous défendons les intérêts de la Ville de Genève. J'ai siégé pour la première fois dans ce parlement il y a plus de trente ans, déjà en 1979. J'ai toujours défendu la Ville de Genève, notamment lors du projet de suppression de la Ville de Genève il y a quelques années. Vous devez vous le rappeler. D'ailleurs, vous étiez avec moi sur ces bancs, juste là-bas... Vous vous rappelez bien comment nous nous étions battus pour que ce projet, qui avait été proposé sauf erreur par un gouvernement monocore, ne meure dans l'œuf. Eh bien, nous continuons à le faire, alors ne croyez pas qu'on ne défende pas la Ville de Genève. En tout cas, moi, je ne me sens pas concerné. Par contre, j'ai été choqué par ces propos, que je trouve inadmissibles.

Mesdames et Messieurs, la commission des finances a fait, avec nous, un certain nombre d'amendements. J'ai d'ailleurs entendu tout à l'heure qu'on s'attaquait à tout... Croire qu'après des années ininterrompues de hausse une légère baisse des dépenses générales de 2,5% et une baisse de 2% dans les subventions empêchera l'administration de travailler me laisse songeur... C'est vrai, la baisse est plus importante sur les fonds généraux, je le reconnais. Elle est de 10%. Mais le but était justement d'avoir une véritable politique et de voir comment sont faits les choix. Parce qu'il faut faire des choix. (*Brouhaha.*) Je l'admets volontiers, la gauche ne fait pas de choix, par contre la droite n'en a pas fait non plus quand c'était elle... Parce que c'est toujours difficile, évidemment. Ah, c'est vous la compagnie de théâtre X ou le club Z? Ah, c'est vous les mauvais, on vous coupe la subvention... Il faut cependant faire des choix. Il faut avoir le courage d'en faire un certain nombre. C'est ce que nous vous demandons par le biais de cette coupe sur les fonds généraux.

Et puis alors, j'ai entendu M. Mireval dire tout à l'heure – vous lui transmettez, Monsieur le président – que nous ne voulions pas de places de crèche. Je crois que vous n'avez pas bien lu... Nous avons rajouté 2 232 000 francs aux crèches... Et nous ne voulons pas de crèches? Plaisanterie! Mensonge! Comme d'habitude... En outre, nous avons insisté, au Mouvement citoyens genevois, afin qu'il n'y ait pas de baisse de subventions dans les sports, pour le Service des sports, qui est un peu le parent pauvre. Un jeune au sport n'est pas un jeune qui fait des bêtises dans la rue. Nous voulons faire en sorte que les sports puissent se développer. Il n'y a en tout cas pas de coupe dans les sports, et nous appelons de nos vœux des investissements dans les équipements sportifs en Ville de Genève, car ils sont délabrés. Je crois que c'est la vérité. Peut-être faudra-t-il en outre faire des audits dans certains domaines... Mais vous n'avez pas donné de signaux jusqu'à maintenant. Vous ne nous avez pas entendus fin août, début septembre. Voilà le résultat! C'est ce qui fait que nous avons décidé aujourd'hui de faire un certain nombre de rééquilibrages.

On nous dit aussi qu'on veut couper dans l'aide aux chômeurs –je terminerai là-dessus, juste pour le fun... Faux! Une fois de plus, c'est faux. Dans ce qui est

prévu pour 2016 – je ne vais pas vous faire l’injure de lire tous les dossiers – il y a le Bateau Genève, Camarada, Caritas, Caddie Service, Voie F, etc. Il y en a toute une liste pour 2 969 000 francs. Et dans le Fonds chômage, il y a 3 millions. Tous les projets 2016 pourront être financés. Et s’il devait y avoir, Madame la magistrate – ou M<sup>me</sup> Alder, je ne sais pas, on verra cela à la fin de la soirée... –, un nouveau projet extraordinaire de réinsertion, puisqu’il est difficile d’en trouver, vous nous l’avez dit vous-même en commission des finances, rien ne vous empêche de venir nous proposer un crédit extraordinaire, et nous le financerons.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que nous avons décidé: priorité aux sports, priorité aux crèches! Voilà les priorités que, nous, nous avons choisies. C’est la raison pour laquelle je vous invite, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, à voter les amendements votés en commission et à soutenir ce projet. (*Applaudissements.*)

**Le président.** Merci, Monsieur Sormanni. Je donne la parole à M. Tobias Schnebli, pour le groupe Ensemble à gauche.

**M. Tobias Schnebli** (EàG). Merci, Monsieur le vice-président. Je crois qu’il est opportun, après les interventions des trois préopinants de droite, de replacer ce débat dans le contexte qui est le sien, afin de comprendre pourquoi nous nous opposons avec une telle fermeté, une telle détermination à ce projet de budget amendé après les coupes imposées par la droite de commission.

Il est la prolongation, au niveau municipal – et c’est le début de la prolongation –, du programme de «caisses vides», de casse sociale au détriment des services publics, de l’ensemble de la population que la droite majoritaire aux commandes du Canton mène depuis une bonne dizaine d’années. Aujourd’hui, ce programme de casse arrive au Conseil municipal, arrive en Ville de Genève. Il me semble donc important de comprendre pourquoi et de quelle manière on y arrive.

Pourquoi la droite, le Mouvement citoyens genevois s’oppose-t-il dans un premier temps au budget équilibré présenté au mois de septembre? Et pourquoi entre-t-il en matière pour la nouvelle version qui améliore le bonus de 8 millions de francs, mais pour couper, pour sabrer dans le social et dans la culture? Ça pose quand même des questions. Alors on l’a entendu tout à l’heure, la droite avance les rengaines habituelles: la dette abyssale, le fait que le futur s’annonce noir sur le plan économique. Et il y a aussi – dans une complicité évidente avec la droite cantonale – la menace que constituent les réformes fiscales: la suppression de la taxe professionnelle, la taxation sur le lieu de domicile. Et la dernière, qui a été mentionnée par M. Sormanni, est la troisième réforme de l’imposition des entreprises.

Ces réformes ne sont pas une fatalité – vous transmettez, Monsieur le président! Ce sont des choix qui ont été faits dans le cadre de la politique de la droite pour sucrer tout ce qui est ressources et recettes des collectivités publiques, au détriment des pauvres. C'est une pénurie qui est organisée au détriment des pauvres et de la grande majorité de la population pour offrir des cadeaux, des privilèges fiscaux aux riches, aux actionnaires des entreprises, aux multinationales. (*Applaudissements sur les bancs de la gauche.*) Tel est le projet auquel participe aujourd'hui ce projet de budget amendé. (*Exclamations.*)

J'ai dit que c'était important de replacer le débat dans le contexte. On a évoqué la dette abyssale. La dette de la Ville de Genève se monte cette année à 1,5 milliard de francs. Mais il faut la rapporter à la richesse de la Ville de Genève, et je ne parle pas seulement du patrimoine, de tous les immeubles dont la Ville de Genève est propriétaire, de tout ce qu'elle possède. Je parle aussi de la richesse qu'elle produit. Le PIB de la Ville de Genève est grosso modo de 22, 23 milliards de francs. C'est peut-être un peu moins de la moitié de celui du Canton. Le taux d'endettement est le rapport entre la dette de la collectivité publique et ce PIB. On arrive, pour la Ville de Genève, à un taux d'endettement de 6, 7%. La Confédération, qui est tout de même gérée par une majorité de droite depuis des siècles, a un taux d'endettement de 16 à 17%. C'est pire que la Ville de Genève, et le Canton fait pire que la Confédération, puisqu'il en est peut-être à 30%. Mais c'est le résultat de la politique des caisses vides, de la politique de démantèlement social au profit des riches, des multinationales, de tout ce qui constitue et produit de la richesse à Genève!

J'ai ici, pour schématiser, un document qui montre la distribution de la richesse en Europe. C'est fait par des économistes de la Société du Mont-Pèlerin, d'Avenir Suisse et de la *Neue Zürcher Zeitung*. La Suisse et Genève sont là où la richesse se concentre en Europe. (*Brouhaha.*) Le PIB par habitant de la Ville de Genève est plus élevé non pas que celui du Grand Londres mais que celui de la City de Londres. Il est tout en haut de l'échelle, juste en dessous de la Ville de Zoug et de la Ville de Bâle. Alors, comment se fait-il qu'avec de telles richesses vous veniez pleurer misère, dire que c'est le moment de se serrer la ceinture?

La réalité, c'est que vous ne voulez pas prendre les ressources fiscales là où elles se trouvent pour les politiques culturelles, entre autres en Ville de Genève. Ce que vous essayez de faire aujourd'hui, en dépeçant la Ville de ses capacités financières et de ses capacités à mener des politiques culturelles et sociales, c'est un travail de supplétifs. Vous êtes les supplétifs de la droite majoritaire du Canton, qui organise cette pénurie en défaveur de la population, afin de pouvoir donner les cadeaux fiscaux aux riches dans le Canton. (*Applaudissements.*) (*Le micro de M. Schnebli ne fonctionne plus.*)

**Le président.** Appuyez de nouveau! Sabotage... (*Rires.*) Essayez avec la place d'à côté...

*M. Tobias Schnebli.* Je me permettrai juste une incise. Dans une interview donnée à la *Tribune de Genève*, vous disiez, Madame Salerno – même dans le titre de l'article –, je cite: «Sabrer dans le budget n'est pas un projet de société.» Eh bien, je vous dis que non seulement c'est un projet politique de la droite, mais que c'est aussi son projet de société. (*Exclamations.*) C'est le projet de société pour appauvrir tout ce qui est tâches de l'Etat, redistribution des richesses en faveur de l'ensemble de la population, à savoir pour la santé, l'éducation, la culture, tout ce qui est service public. C'est appauvrir tout cela pour prendre les ressources et les laisser en main des nantis, des plus riches. Tel est le projet social que reflète également ce projet de budget amendé.

Je rappellerai aussi qu'on a entendu le Mouvement citoyens genevois, et même le représentant du Parti démocrate-chrétien, dire que 2% sur 100 000 balles, ce n'était que 2000 balles... Aujourd'hui, c'est le début; c'est l'ouverture d'une brèche sur le dépècement de la Ville de Genève. La droite l'a annoncé, cette année, il faut faire passer ce budget en force, si ce n'est que pour faire passer quelques millions de francs de coupes. L'année prochaine, les années suivantes, ce sera 10 millions de plus, puis 20, 30, 40, 50 millions de plus. C'est un programme de législation qui reflète le projet de société de la droite.

Je laisserai mes collègues d'Ensemble à gauche et de l'Alternative défendre les amendements visant à s'opposer aux amendements que la droite a fait passer en commission des finances. Je ferai cependant encore une remarque sur ce sacage dans la politique culturelle de la Ville de Genève, qui commence cette année mais qui se poursuivra année après année. C'est important car, aujourd'hui à Genève, la politique culturelle, c'est la Ville. La droite cantonale a participé à une loi sur la culture. Pour le moment, c'est une coquille vide. Ils ne sont même pas disposés à entrer en matière sur le paiement de la moitié de la Nouvelle Comédie. La politique culturelle relève donc vraiment des compétences et de la politique de la Ville de Genève.

L'importance de la politique culturelle ne réside pas seulement dans le rayonnement de Genève, dans les places de travail dans les secteurs concernés, que ce soient les arts de la scène, le cinéma, les arts figuratifs et ainsi de suite. La politique culturelle participe aussi à ce qui fait vivre Genève sur le plan économique. Ce sont des places de travail, certes, mais c'est également et surtout – et c'est là qu'on voit le mépris de la droite – le fait d'offrir, à travers la culture, la possibilité de réfléchir, de trouver des réponses aux grandes questions de société qui concernent toute la population et qui concernent le vivre ensemble.

Cette offre culturelle là s'adresse à l'ensemble de la population. Elle n'est pas seulement le fait d'une ou de deux grandes institutions phares de la culture, comme le Grand Théâtre de Genève, que vous avez opportunément épargné de vos coupes. Cette offre-là est nécessaire aujourd'hui pour la population. Elle est large, différenciée, multiple. Ce sont ces toutes petites troupes de théâtre, ces tout petits réalisateurs ou ces tout petits films. Les tout petits groupes de musique participent aussi à cette offre culturelle, qui est indispensable à l'ensemble de la population pour les raisons que je vous ai données. (*Applaudissements.*)

La droite coupe dans cette large offre, qui plus est de manière indiscriminée – c'est quand même étonnant. On lit dans le *Courrier* d'hier, qui cite M. Ricou, que les coupes dans les fonds généraux culture, théâtre, cinéma, film et tout ça visent à dénoncer notamment «la politique de saupoudrage». Au lieu de cibler les associations que le département de M. Kanaan saupoudrerait de manière indiscriminée, au lieu de dire ce qui ne va pas dans ce département, non, vous coupez à tout le monde, sauf au Grand Théâtre. C'est totalement inconséquent.

Cette exception qui est faite pour le Grand Théâtre est également significative de ce projet de dépeçage de la capacité politique et financière de la Ville de Genève. L'accord n'est certes pas encore entré en vigueur, mais quelle est l'idée derrière ce qu'ont conclu MM. Kanaan et Longchamp en regard de la redistribution des tâches Canton-Ville? Le premier objet qui passera en main du Canton est la gestion du Grand Théâtre... C'est donc de manière très opportune que vous avez gardé l'entier des subventions au Grand Théâtre. Pourquoi? Parce qu'avec la gestion du Grand Théâtre les recettes fiscales passeront aussi au Canton, en raison du mécanisme de bascule fiscale. Donc, de façon opportune, vous pourrez également faire basculer vers le Canton toutes les recettes qui sont nécessaires au fonctionnement du Grand Théâtre, sans que celui-ci soit amoindri par les coupes que vous imposez partout ailleurs. Il y a quand même une cohérence là-dedans. Dans la culture aussi on organise la pénurie au détriment de la population pour offrir quelques éléments de recettes fiscales et de culture aux riches. Encore une fois, c'est cohérent.

Il faut s'opposer à ce programme de démantèlement social, de coupes budgétaires, qui ouvrent une brèche. C'est une première étape cette année, et c'est la raison pour laquelle il est important de s'y opposer. Nous nous opposerons par tous les moyens, ici au Conseil municipal, à tous les amendements qui ont été acceptés en commission, y compris ceux qui proposent une fausse politique sociale, ces espèces de cache-sexes très maladroits qui offrent, une nouvelle fois, beaucoup plus de réductions aux riches qu'aux pauvres, comme c'est le cas de votre réduction linéaire des tarifs de pension en crèche. Tout cela participe du même projet.

Au-delà de ce parlement, nous nous opposerons à ces coupes dans la rue, y compris avec les manifestations de la semaine prochaine, les grèves que conduisent les fonctionnaires de l'Etat. Tout cela participe de la même logique

et demande la même opposition. Nous nous y opposerons aussi par des référendums, non seulement sur les coupes budgétaires que vous voterez aujourd'hui – le référendum est annoncé par toute l'Alternative, par toutes les forces sociales qui les combattent – mais également sur ce que vous avez présenté comme inéluctables, à savoir tous les cadeaux fiscaux qui sont programmés pour favoriser les entreprises, les bénéfiques sur les capitaux. Je salue d'ailleurs les forces de la gauche de la gauche vaudoise, car ce sont tout de même elles qui ont réussi à faire aboutir un référendum contre l'inéluctabilité de la réforme de l'imposition des entreprises, qui va couper massivement dans les recettes, non seulement celles des cantons mais aussi celles des communes, des communes vaudoises, pour l'heure, puisque les Vaudois sont les premiers à batailler contre cette réforme de l'imposition des entreprises, qui est totalement inégale. On y viendra aussi.

Cela étant, il s'agit de la combattre, pas de dire qu'elle est inéluctable ou carrément de la soutenir, comme le fait la grande majorité de ce Conseil municipal, notamment le Parti libéral-radical, la droite, pour réaliser son programme sociétal visant à de moins en moins d'Etat, de répartition, de rôle social pour le secteur public afin de tout donner au privé, pour le seul bénéfice des entreprises. C'est la raison pour laquelle nous nous opposerons avec fermeté à tous ces amendements de la droite au projet de budget initial du Conseil administratif, que nous irons dans la rue récolter des signatures et que nous gagnerons les référendums qui s'opposent à ces coupes sociales. *(Applaudissements sur les bancs de la gauche.)*

*(La présidence est reprise par M. Carlos Medeiros, président.)*

**M. Eric Bertinat** (UDC). Chers collègues mais aussi chers habitants de la Ville de Genève. *(Rires.)* Il n'est peut-être pas inutile, en effet, d'ajouter cette mention car, à vous écouter, on en oublierait presque que nous votons un budget pour une population, pas pour la partie de celle-ci qui se trouve être des employés communaux, qui sont paraît-il les mieux lotis au monde et qui sont évidemment protégés par la gauche, l'extrême gauche, par les Verts, par cette gauche diluée qui nous serine depuis ce matin que le fait de prendre ce budget en main est la fin du monde, la catastrophe des catastrophes. J'espère vivement que le budget qui vous est présenté sera voté et je vous donne rendez-vous dans douze mois. On observera la grande catastrophe que cela aura évidemment produit...

La gauche ou la gauche diluée nous dépeint un tableau hors de la réalité. Elle nous parle à n'en plus pouvoir de la défense des fonctionnaires. Dans cette logorrhée, on oublie néanmoins qu'une bonne partie de la population n'est pas fonctionnaire et qu'elle a de graves soucis. Elle a de graves soucis parce que la situation a terriblement évolué ces dernières années. La vie est de plus en plus

difficile et le pouvoir d'achat, quoi que vous en disiez, quoi que vous fassiez, ne fait que baisser. J'en veux pour preuve ce que dit, en page 17, l'excellent rapport que nous avons reçu sur les UAC – je suppose que vous l'avez tous lu. Il vient remettre un peu l'église au milieu du village, puisque, à lire les statistiques, les déclarations de nos élus, Genève, c'est merveilleux, c'est le boum économique, le dynamisme, le libre marché, c'est tout ce que vous voulez. C'est absolument merveilleux, on y crée des emplois, on y a, paraît-il, un chômage stable, même s'il est le double de celui de l'ensemble de la Suisse, et on a des rentrées fiscales incroyablement confortables, il faut l'avouer. Vu sous cet angle, on se demande finalement pourquoi on se prend la tête et pourquoi on cherche à diminuer le budget.

Eh bien, une des réponses vous est donnée en page 17 de ce rapport, que je me permets de vous lire: «(...) la proportion des bas salaires est pour sa part passée de 15 à 18%». C'est en opposition avec ce qu'on nous explique depuis belle lurette sur les hauts fonctionnaires, qui ont évidemment une marge de progression bien supérieure. «En outre, le nombre de chômeurs inscrits a augmenté de 24% entre 2001 et 2013. En ce qui concerne l'assistance sociale, le nombre de dossiers a augmenté de 109% au niveau cantonal, passant de 4662 demandes en 2002 à 9759 en 2013 (...). On constate donc que les réalités sociales sont loin d'être égalitaires en Ville de Genève.» L'alinéa suivant, qui pourrait être presque conclusif, dit ceci: «Cet aspect est corroboré par une dernière tendance qui indique un accroissement de la précarité à Genève.»

Je vais me satisfaire de ces chiffres pour essayer de vous dépeindre la situation que l'on vit aujourd'hui à Genève, à travers trois petites histoires. (*Exclamations.*) Cela vous détendra... La première – et cela plaira aux écolos – concerne les déchets récoltés dans notre canton. Ils sont en diminution de 10%. On peut se demander pourquoi, d'une année à l'autre, l'ensemble des déchets sur notre canton a diminué de 10%. La réponse, je l'ai obtenue auprès du directeur de Serbeco, pour qui c'est tout simple. Les déchets ont diminué de 10% parce que les Genevois ont acheté 10% de produits en moins. Ce n'est pas qu'ils aient plus trié, mais l'ensemble des achats de Genève, si vous voulez, est un peu le fac-similé de ces détritrus. Toute la population a réduit sa voilure, son pouvoir d'achat de 10%. C'est un premier indicateur.

Deuxième indicateur, l'Hospice général traite 600 dossiers de plus cette année. Contrairement à ceux des demandeurs d'asile, ils ne provoqueront pas une augmentation des comptes, ce sera compensé par des ajustements qui proviennent de Berne. Toujours est-il que nous avons 600 dossiers de plus à traiter sur Genève. Toutes ces informations nous ont été communiquées ces derniers jours lors d'une autre discussion – c'est du tout chaud –, c'est pour ça que je me permets de vous les livrer. Il apparaît ainsi qu'une bonne partie des 600 personnes en plus à l'Hospice général étaient des travailleurs employés – ô horreur! – par

des gens riches devenus un peu moins riches et qui les ont licenciés. C'est ma deuxième histoire. Comme vous pouvez le constater, elle va dans le même sens: à Genève, la vie est de plus en plus difficile. (*Brouhaha.*)

La troisième histoire est plus anecdotique. Elle concerne l'équipe de hockey du Servette, dont je relève la magnifique victoire hier contre Zoug. Je discutais avec le directeur du Genève-Servette Hockey Club, M. Stucki, qui m'expliquait un petit problème relevé cette année depuis le début du championnat. Les responsables ont constaté qu'ils avaient vendu grosso modo entre 150 et 200 places en moins parce qu'elles étaient un peu trop chères pour le public qui, d'ordinaire, achète ces billets et apprécie d'aller voir un match de hockey. Il se disait qu'il n'avait d'autre choix que de baisser les prix et de trouver ailleurs d'autres sources de financement. (*Commentaire.*) Toujours est-il que ces trois histoires vont strictement dans le même sens. A Genève la situation se dégrade, et elle se dégrade rapidement.

C'est la raison pour laquelle nous souhaitons, la droite dite diluée, puisque c'est le terme à la mode, que nos autorités en tiennent compte et qu'elles réduisent également leur train de vie, qui est issu d'années fastes, très confortables, avec des revenus qu'on pouvait qualifier d'exceptionnels. Et même durant cette période où les revenus étaient exceptionnels, la Ville de Genève a trouvé le moyen de creuser la dette. Si vous regardez la courbe, en effet, la dette est remontée ces dernières années et elle atteint aujourd'hui, pour 200 000 communiers, un montant de 1,6 milliard. S'en satisfaire sous prétexte que nous avons des biens immobiliers... Vous me faites bien rire. Vous n'avez qu'à regarder autour de vous en Suisse et en Europe; vous verrez bien que toutes les entités publiques endettées sont en train de piquer du nez.

Nous ne souhaitons pas que notre ville fasse de même, c'est la raison pour laquelle nous avons visé, pour cette année, une très faible reprise en main. Bon Dieu, 15 millions sur un budget de 1,2 milliard, c'est vraiment très peu! Ce n'est pas beaucoup pour l'Union démocratique du centre. Je ne vous le cache pas, nous aurions souhaité monter un peu plus haut. La cible était même d'arriver à 40 millions de francs. Pourquoi 40 millions? Parce que nous nous méfions. Comme je vous l'ai dit lors de l'entrée en matière de ce budget, les taux d'intérêt risquent de varier et la facture pourrait être très salée. 40 millions, c'est plus de 100 millions en moins de trois ans pour notre collectivité. Plutôt que de nous endetter, nous souhaitons qu'on se prépare à des jours difficiles, qui arriveront malheureusement. Les premiers qui trinqueront ne seront malheureusement pas la fonction publique, mais les gens qui travaillent dans le privé. C'est surtout à eux que nous pensons.

Dernière remarque – elle s'adresse plus spécialement à M<sup>me</sup> Salerno –, vous savez comme moi que nous aurons sur notre sol, du côté de Sécheron, la Japan Tobacco International. C'est une rentrée fiscale qui est sans doute importante pour notre Ville. Je n'arrive pas à l'estimer, même à la louche. Toujours est-il

qu'il y aura 1000 employés de plus sur notre sol. J'espère que vous leur avez d'ores et déjà souhaité la bienvenue ou que vous le ferez. Je relève que les multinationales, qui ne sont pas spécialement ma tasse de thé, à titre personnel, je l'avoue, sont celles, depuis 2000, qui créent deux emplois sur trois à Genève et qui génèrent, d'après leurs calculs, une masse fiscale ou de revenu de près de 2 milliards de francs.

Le fait que des multinationales créent plus d'impôt que les petites et moyennes entreprises et les artisans est cependant assez dommageable. Ce n'est pas du tout une sécurité ni un gage d'avenir, puisqu'on les sait particulièrement volages et capables d'aller s'implanter ailleurs. Je me permets donc aussi de relever ce problème, car Genève compte beaucoup trop sur ces grosses boîtes qui brassent évidemment beaucoup d'argent et qui, à long terme, ne sont pas du tout une sécurité financière pour nous. Notre propre tissu économique devrait plutôt être constitué d'artisans et de petits commerçants. Ce n'est pas le cas. La Ville de Genève se donne beaucoup de peine pour défendre ses fonctionnaires, pour assurer la culture, pour assurer plein de choses. Il y a là tout un secteur qui n'apparaît pas au budget. Mon groupe et moi-même en tout cas souhaiterions l'y voir figurer.

Dernière remarque, l'idéal pour nous serait de parvenir enfin à baisser l'impôt communal. C'est le seul levier que nous jugeons crédible pour obliger le Conseil administratif à réduire la voilure. Nous n'y arriverons pas cette année, nous espérons qu'on fera mieux les années suivantes. Toujours est-il que nous soutiendrons ce budget-ci pour autant que la droite diluée le vote d'une seule main.

**M<sup>me</sup> Marie-Pierre Theubet (Ve).** C'est intéressant, M. Bertinat vient de donner de bons arguments. La Ville de Genève est riche, M<sup>me</sup> Salerno nous l'a rappelé, puisque l'état financier de la Ville de Genève est excellent. On partait avec un budget excédentaire de 8,2 millions de francs. On en est à 15,5 millions. Donc, on est riche. Alors on va couper par peur d'être moins riche, puisque c'est quand même comme ça que ça va se passer. Il y a 600 dossiers en plus à l'Hospice général – c'est le chiffre donné par M. Bertinat. C'est évidemment tout à fait regrettable. Et nous, nous allons couper? au prétexte que 2000 francs sur 100 000, finalement, qu'est-ce que c'est pour une association...

On dirait que les gens n'ont jamais travaillé pour des associations. On entend souvent dire: «C'est la politique des petits copains, ils se paient bien...» Mais on ne parle pas des prestations à la population. 2000 francs sur 100 000, pour de nombreux projets, est une somme importante. Quand on les fragilise, par le biais des coupes sur les associations, même sur de grosses associations comme la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle, comme le Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire, comme plein d'autres structures qui assurent des prestations, cela peut aussi vouloir dire qu'on envoie davantage

de gens dans la précarité, à l'Hospice général, voire au chômage. On va donc augmenter la facture du chômage. Bel esprit de société solidaire! Nous, les Verts, nous ne pouvons absolument pas y adhérer, au même titre que nos collègues de l'Alternative.

On peut faire des listes à la Prévert. On peut tout à fait dire qu'une diminution de 2% n'est pas grand-chose. Et puis, nos collègues du Parti démocrate-chrétien nous disent qu'ils veulent avoir un soutien critique à la culture. Super... mais on ne doit tout de même pas oublier qu'on soutient les infrastructures, puisqu'on leur vote des budgets. Le Parti démocrate-chrétien n'a d'ailleurs pas voté les budgets de ces dernières années, n'est-ce pas... Juste comme ça... Il faut donc interroger les prestations, l'efficacité, la qualité. Ne pas le faire est méconnaître le travail de l'administration, les dossiers. Les subventionnés ont des contrats de prestations, des conventions, des indicateurs, à tel point que les associations devront toutes engager à un moment donné une fiduciaire afin de pouvoir répondre à tous les documents qu'elles devront transmettre à l'administration pour justifier, devant les élus, tout le travail qui est fait et qui montre qu'on ne donne pas de l'argent pour donner de l'argent mais qu'il y a derrière de vraies prestations. Couper dans ces prestations-là choque les Verts. On ne peut pas accepter cela.

Et on fait la même chose avec le Fonds chômage. On le diminue. «Oh, ce n'est pas grand-chose... On a juste diminué par rapport aux projets engagés pour 2016...» Comme si tous les projets qui allaient se faire en 2016 devaient être engagés bien avant! Il est clair qu'on peut prévoir, anticiper des projets. Mais enfin! Quand on leur dit qu'ils ont telle somme à disposition dans le pipeline, qu'on leur donne juste le montant et que, pour le reste, ils se débrouillent, il faut bien se rendre compte qu'il s'agit de structures qui vont réinsérer des personnes qui ont des dossiers à l'Hospice général! Qui augmentent donc la précarité! Et on coupe encore dans le fonds qui va s'occuper de ces gens... C'est quand même incroyable!

On dirait que cette photographie-là ne peut pas s'imprimer dans la tête, dans la réflexion des gens. Mais pourquoi sommes-nous une collectivité publique, si ce n'est pour soutenir notre population et les prestations à la population? Je ne doute pas que les 80 conseillers municipaux qui siègent ici, qu'ils soient de droite ou de gauche, veuillent tous au bien-être de la population. Mais ce n'est pas en coupant sur le dos de gens fragilisés qu'on permettra un bon état de la société! Et on ne s'entend pas bien là-dessus... Je crois qu'on devrait tous travailler des fois dans des associations pendant longtemps pour se rendre compte qu'avec de telles coupes on frappe aussi directement les engagements citoyens. Comme on le sait, il y a aussi beaucoup de bénévolat dans les associations. C'est donc appauvrir le tissu social et culturel dans une ville dont les états financiers – ne l'oublions pas – sont toujours excellents, comme nous l'a rappelé M<sup>me</sup> Salerno. (*Applaudissements.*)

Nous refuserons tous ces amendements et nous n'accepterons pas d'entrer en matière sur des engagements autres que ceux que nous avons pris, à savoir soutenir le projet de budget tel qu'il a été déposé par le Conseil administratif. (*Applaudissements.*)

**M<sup>me</sup> Maria Vittoria Romano** (S). Chers et chères collègues, pour nous, socialistes, la cohésion sociale est le fondement de notre engagement, le fondement qui guide notre action, qui dessine notre vision de la ville, la ville que nous voulons construire. Une ville plus solidaire, une ville plus durable, une ville où chacun et chacune trouve sa place, une ville qui rassemble plutôt qu'elle ne divise, une ville où la justice sociale est au cœur des préoccupations, car il n'y a pas de communauté durable sans redistribution des richesses, car il n'y a pas de communauté durable et prospère là où les inégalités sont trop fortes.

Le ressentiment des uns et des autres sapé les fondements mêmes de la vie en commun. Pour les socialistes, le rôle de la Ville, notre rôle, est de travailler ensemble pour offrir aux habitants et aux habitantes des prestations de qualité dans le domaine culturel, tant pour les institutions que pour le travail de création. C'est pourquoi nous soutenons les mesures qui assurent les conditions-cadres favorables à la créativité artistique, sous toutes ses formes. Les socialistes estiment que la culture est un élément indispensable de la démocratie et de la cohésion sociale. Elle garantit l'esprit critique – on en a, hélas, besoin dans ces temps troubles – et la production d'activités humaines qui échappent aux lois du marché et qui favorisent l'émancipation de chacun et de chacune. (*Applaudissements sur les bancs de la gauche.*)

La création culturelle remplit plusieurs fonctions dans la société: une fonction économique, parce qu'elle génère des emplois, des richesses et qu'elle contribue au rayonnement de la ville. Et une fonction sociale et éducative. Nous soutenons également une ville durable, une ville avec un tissu économique diversifié qui favorise l'agriculture de proximité et qui promeut l'égalité à tous les niveaux, quel que soit le genre ou l'orientation sexuelle, une ville fière de sa diversité, qui questionne ses pratiques et contribue, par des mesures ciblées, à l'innovation. Cette vision, nous l'avons concrétisée tout au long de ces années. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Genève se trouve tout en haut des *rankings* internationaux en ce qui concerne la qualité de vie. C'est pourquoi, nous les socialistes, nous nous battons pour le maintien de cette qualité de vie.

A ce stade, ce ne sera certainement pas une surprise pour vous, le Parti socialiste accepte le budget tel que présenté par le Conseil administratif, un budget consensuel, voté à l'unanimité, qui présente un boni assez élevé de 8,2 millions de francs. Ce projet de budget reprend nos priorités pour plus de cohésion sociale,

plus de soutien aux familles et plus de formation. C'est un budget consensuel. Il est donc quand même imparfait à nos yeux, puisque nous aurions voulu aller plus loin. Je ne vous apprend rien de nouveau, en effet, en attirant votre attention sur les inégalités croissantes et la paupérisation d'une partie de nos concitoyennes et concitoyens. Le Parti socialiste aurait souhaité augmenter les budgets en faveur du logement social, des jeunes, des personnes fragilisées à la recherche d'un emploi, et en faveur de la petite enfance. (*Brouhaha.*) Cela étant, c'est un consensus, un consensus que nous avons décidé de défendre en pleine connaissance de cause, car il permet de développer la ville durable et solidaire que nous souhaitons, un consensus qui aurait dû permettre de rallier la majorité.

Au lieu de cela, nous assistons à une démonstration de force de la droite élargie, dilatée. Depuis juin 2015, vous avez scellé un pacte, au Parti démocrate-chrétien, un pacte presque faustien en créant une plate-forme avec le Parti libéral-radical, l'Union démocratique du centre et le Mouvement citoyens genevois. (*Exclamations.*) Votre missive au Conseil administratif en est un exemple. Une missive fourre-tout, au contenu souvent incorrect, mélangeant le macro et le micro et exigeant des rapports improbables sur n'importe quoi avec des délais improbables. Tout ça aux frais du contribuable et sur un ton suffisant et revancharde! (*Exclamations et applaudissements.*)

Vous en conviendrez, Monsieur le président, avec une missive pareille, la droite élargie dilatée n'a pas créé les conditions idéales pour dialoguer, négocier et chercher un consensus. Pour rappel, même si le consensus est parfois frustrant, il fait partie de la culture politique suisse. Montrer les muscles à l'unisson ne saurait cacher le fait que le Conseil administratif, jusqu'à preuve du contraire, est majoritairement de gauche, suite au vote démocratique qui a élu un délibératif à droite. D'ailleurs, le peuple n'a pas voté l'alliance entre le Parti démocrate-chrétien, le Mouvement citoyens genevois, l'Union démocratique du centre et le Parti libéral-radical. (*Applaudissements.*) Le peuple a voté pour des partis. Il se pose donc un sérieux problème de légitimité. (*Exclamation.*)

**Le président.** Mesdames et Messieurs, vous avez peut-être faim, mais essayez de calmer le jeu. Et je vous demande encore de calmer votre joie, Mesdames et Messieurs de la tribune... (*Commentaire.*)

*M<sup>me</sup> Maria Vittoria Romano.* Les socialistes ont vraiment fait des efforts pour comprendre votre vision de la ville. Hélas, elle est complètement illisible, Mesdames et Messieurs. Vos coupes injustifiées, qui porteront préjudice à la Ville de Genève, se basent sur votre mantra mensonger et inchangé depuis dix ans consistant à dire que la Ville est mal gérée et que la situation économique est désastreuse.

Cette description est fautive, et vous le savez. Standard & Poor's, pour ne pas les nommer, l'atteste, la Ville de Genève obtient un très bon score en gouvernance et gestion financière. Cela devrait vous réjouir.

Or, au contraire, pour la droite élargie, dilatée, le budget déposé par le Conseil administratif, avec un boni de 8,2 millions de francs, n'est toujours pas suffisant. Il faut encore couper 7,4 millions de francs et faire passer à la trappe 612 000 francs du Fonds chômage. Cette semaine encore, on nous a annoncé que le taux de chômage avait augmenté en Suisse. Le Parti socialiste peine à comprendre la posture du Mouvement citoyens genevois, qui se saisit de la défense des chômeurs à chaque occasion. (*Exclamations.*) A chaque occasion! Mais il coupe dans les fonds avec une légèreté étonnante et déroutante... (*Applaudissements.*) Bref, une posture illisible, le reflet de votre projet politique: couper.

Ou encore le Parti démocrate-chrétien, qui soutient la coupe de 10% dans les fonds généraux de la culture et celle de 2% dans les subventions tout court. Les attaques terroristes ont montré, une fois de plus, que la culture et l'éducation sont des vecteurs d'intégration indispensables qui ont prouvé leur efficacité pour contrer l'exclusion, existante ou possible, dans une société. Bref, une posture illisible, le reflet de votre projet politique: couper! Le Parti socialiste regrette vivement le fait que la droite élargie, dilatée, oppose le sport à la culture, le Grand Théâtre à toutes les autres associations et institutions culturelles. C'est à nouveau une posture illisible, le reflet de votre politique: couper.

Le Parti démocrate-chrétien propose une baisse tarifaire linéaire des crèches. Linéaire, n'est-ce pas? C'est quoi d'autre qu'un cadeau fiscal pour les hauts revenus? (*Exclamations.*) On peut légitimement se demander pour qui vous roulez, au Parti démocrate-chrétien. C'est, une fois de plus, une posture illisible, une posture qui empêchera le développement des places de crèche.

Venons-en au Parti libéral-radical, qui crie haut et fort que le futur de la Suisse réside dans l'innovation. A Uzwil, le 4 septembre de cette année, M. Schneider-Ammann a prononcé ces mots fatidiques: «En cette période de franc fort, plus que jamais, il est primordial de cultiver l'innovation. Elle maintient la compétitivité de l'économie suisse et préserve ainsi des places de travail.» Et que fait le Parti libéral-radical? Il coupe 50% du fonds d'innovation G'innove, une posture illisible, le reflet de votre projet politique: couper!

Vous l'aurez compris... (*Commentaire.*) Non? Alors je vais le spécifier. Les socialistes refusent votre projet politique, qui se résume en deux mots: coupe et mépris. Les socialistes défendent leur projet politique: une ville plus solidaire, une ville plus durable, un Etat social fort. Les socialistes défendront le tissu associatif, son travail et celui de ses bénévoles. Les socialistes se battront pour la fonction publique et des prestations de qualité pour les habitantes et les habitants

de notre ville. Ces coupes sont juste indéfendables. Le budget était plus qu'équilibré. C'est pourquoi je vous annonce que les socialistes lanceront des référendums sur les coupes inacceptables que vous proposez, si elles doivent être acceptées. Il lancera les référendums pour continuer à construire une ville solidaire et durable. (*Applaudissements.*)

**Le président.** Mesdames et Messieurs, nous sommes arrivés à la fin du premier débat. Je vous donne rendez-vous à 13 h 30 et je vous souhaite d'ores et déjà un bon appétit.

#### **4. Propositions des conseillers municipaux.**

Néant.

#### **5. Interpellations.**

Néant.

#### **6. Questions écrites.**

Néant.

Séance levée à 11 h 45.

## SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif . . . . .	3290
2. Communications du bureau du Conseil municipal . . . . .	3290
3. Rapports oraux de majorité et de minorités de la commission des finances chargée d'examiner le projet de budget de la Ville de Genève pour l'exercice 2016 (bis) (PR-1158 A/B/C). Premier débat . . . . .	3290
4. Propositions des conseillers municipaux . . . . .	3317
5. Interpellations . . . . .	3317
6. Questions écrites . . . . .	3317

Le mémorialiste:  
*Ramzi Touma*